

INITIATIVE ANTITABAC Les cigarettiers nient tout financement de la campagne s'opposant à l'initiative de la Ligue pulmonaire. Louis Perron, politologue, n'y croit pas.

«Nous sommes contre l'initiative»

RETO WATTENHOFER

La Ligue pulmonaire investit plus d'1,5 million de francs dans la campagne de votation sur son initiative contre le tabagisme passif, soumise au vote le 23 septembre. Les opposants adoptent un profil bas et les cigarettiers disent même ne pas soutenir la campagne. Mais un expert n'y croit pas.

Avec sa contribution financière, la Ligue pulmonaire prend en charge l'essentiel des coûts de la campagne, explique la porte-parole de l'alliance «protection contre le tabagisme passif», Barbara Weber. Un fonds de donateurs privés récolté pour cet objectif doit garantir les moyens nécessaires.

«Cette démarche peut mettre la pression et contraindre la partie adverse à révéler ses chiffres», estime Louis Perron, politologue et expert des campagnes politiques. Mais il ne croit pas à ce scénario.

Le monde de l'économie est traditionnellement très discret en matière de transparence lors de campagnes politiques, ajoute-t-il. Effectivement, le comité «Non à une interdiction radicale de fumer» ne donne aucune indication sur ses moyens financiers ni sur leur origine.

Pas de soutien des cigarettiers

La gastronomie et l'industrie du tabac sont particulièrement concernées par la menace d'un renforcement de l'interdiction de fumer. Il est d'autant plus surprenant qu'aucune des multinationales du tabac interrogées ne s'associe à la campagne contre l'initiative de la Ligue pulmonaire, bien qu'elles la rejettent unanimement.

«Notre position est claire: nous sommes contre l'initiative», indique British American Tobacco (BAT). La législation actuelle a fait ses preuves, renchérit le directeur de Swiss Cigarette, Thomas Meyer, dont les membres sont les trois plus importants groupes de l'industrie du tabac en



La Ligue pulmonaire investit plus d'1,5 million de francs dans sa campagne contre la fumée passive en vue des élections du 23 septembre. KEYSTONE

«L'argent doit bien venir de quelque part.»



HEINRICH VILLIGER
PROPRIÉTAIRE
DE VILLIGER

Suisse, Philip Morris, BAT et Japan Tobacco International (JTI).

Philip Morris et BAT disent pourtant ne fournir aucun soutien financier dans le cadre de la campagne. JTI n'a de son côté pas répondu aux questions.

Heinrich Villiger, propriétaire du fabricant lucernois de cigares du même nom, est plus clair. «On ne peut simplement pas dire que cette votation ne nous intéresse pas», souligne-t-il. Il en va de tout un secteur d'activité, ajoute-t-il. «Et l'argent doit bien venir de quelque part», dit-il encore.

Heinrich Villiger dit soutenir lui-même le comité d'opposants avec une contribution à cinq chiffres. Il considère comme légitime de s'associer à une telle campagne. Selon lui, l'industrie de la cigarette se dit certainement que si elle participe à la campagne, cela a des conséquences négatives sur sa réputation.

Les cigarettiers interrogés se taisent. Pour le directeur de la Communauté du commerce du tabac en Suisse, Thomas Bähler,

ce n'est pas une question de produit mais de «questions sociétales». La branche du tabac est discrète pour cette raison en vue de la votation, avance-t-il.

Mobilisés contre la LAT

Louis Perron doute de cette intention. L'industrie du tabac a naturellement un intérêt sur l'issue de la votation. «Je serais étonné si ces groupes ne participaient pas financièrement» d'une manière ou d'une autre, dit-il.

L'expert est assez certain que les partis politiques n'injectent pas de fonds dans la campagne en raison de leur situation financière. Le Parti libéral-radical est responsable de la campagne des opposants. Son secrétaire général Stefan Brupbacher ne donne toutefois aucune indication sur l'engagement financier de son parti.

Louis Perron ne croit globale-

ment pas que l'économie accorde une grande importance à cette campagne. L'Usam confirme indirectement aussi ce constat. Malgré l'engagement financier dans la campagne de la votation, les ressources sont dépensées surtout pour la lutte contre la loi sur l'aménagement du territoire (LAT).

«Si l'industrie du tabac ne donnait vraiment aucun financement, le comité des opposants aurait vraiment un problème», explique le politologue. Une grande partie des coûts dépendrait des associations comme Gastrosuisse.

Cette association explique, elle, participer avec «une contribution modeste» dans le cadre de la campagne nationale de votation. Et Hotelleriesuisse ne souhaite pas non plus «communiquer publiquement» son engagement financier. **ATS**